Lâ€™eau potable, un instrument universel de lutte contre la pauvretÃ©

En 2017, entre 3 et 4 milliards de personnes n'ont toujours pas accÃ¨s Ã l'eau potable dans le monde, et 2,5 milliards n'ont pas accÃ¨s Ã l'assainissement. L'ampleur de ces chiffres ne suffit pourtant pas Ã mobiliser Ã la hauteur de l'enjeu ceux qui sont en charge de dÃ©finir les prioritÃ©s du dÃ©veloppement. Le prÃ©sident du think tank (Re)sources, Patrice FONLLADOSA, profite de la JournÃ©e mondiale de l'eau pour partager sa rÃ©flexion. H2o mars 2017.

L'EAU POTABLE

un instrument universel de lutte contre la pauvretÃ©

Patrice FONLLADOSAprÃ©sident de (Re)sourcesprÃ©sident directeur gÃ©nÃ©ral de Veolia Afrique Moyen-OrientprÃ©sident d comitÃ© Afrique du MEDEF

H2o - mars 2017

Â

(Re)sources n'a de cesse, depuis plus de douze ans, de militer pour que le droit fondamental de tout Ãªtre humain Ã une eau saine et Ã un assainissement compatible avec les impÃ©ratifs de santÃ© et de dignitÃ© humaine devienne une rÃ©alitÃ© pour tous. En 2017, entre 3 et 4 milliards de personnes n'ont toujours pas accÃ¨s Ã l'eau potable dans le monde, et 2,5 milliards n'ont pas accÃ¨s Ã l'assainissement. L'ampleur de ces chiffres ne suffit pourtant pas Ã mobiliser Ã la hauteur de l'enjeu ceux qui sont en charge de dÃ©finir les prioritÃ©s du dÃ©veloppement.

L'accÃ¨s Ã l'eau potable et Ã l'assainissement, conditions du dÃ©veloppement humain

Il faut rappeler que les problÃ¨mes d'accÃ¨s Ã l'eau potable et Ã l'assainissement sont Ã©troitement liÃ©s aux problÃ¨mes d'inÃ©galitÃ©. On Ã©voque souvent la disponibilitÃ© de la ressource, plus ou moins Ã©loignÃ©e, plus ou moins complexe Ã exploiter. On Ã©voque aussi de plus en plus les effets du rÃ©chauffement sur cette disponibilitÃ©. Mais ce qui prive des centaines de millions de gens d'une eau de bonne qualitÃ© sanitaire en quantitÃ© suffisante, ou d'un assainissement digne de ce nom, ce sont avant tout des facteurs sociaux - la pauvretÃ© - et politiques, au sens de la mobilisation des instances publiques qui sont en situation de dÃ©cider.

Apporter une eau saine et traiter les eaux usÃ©es n'amÃ©liorent pas seulement la santÃ© des populations concernÃ©es. Plus largement, il y a un fort impact positif sur l'Ã©ducation, l'autonomie des femmes, l'emploi et les revenus.

L'accÃ¨s Ã l'eau et Ã l'assainissement, indissociables

L'accÃ¨s Ã l'eau ne peut se concevoir sans l'accÃ¨s Ã l'assainissement. Relever les dÃ©fis de la santÃ©, et plus globalement du dÃ©veloppement, nÃ©cessite d'envisager toute la chaÃ®ne de l'eau : pas d'eau potable sans protection de la ressource, et pas de protection de la ressource sans gestion des eaux usÃ©es. La gestion et le traitement sont donc au cœur de la problÃ©matique de l'eau.

L'eau insalubre tue chaque annÃ©e 5 millions de personnes, dont la grande majoritÃ© sont des enfants. Et ce n'est pas l'absence d'eau potable qui est l'une des premiÃ¨res causes de mortalitÃ© et de morbiditÃ© dans le monde mais bien l'absence de gestion des eaux usÃ©es. L'eau potable et l'assainissement sont les mÃ©dicaments prÃ©ventifs les plus puissants, plus puissants que tous les vaccins, permettant de faire baisser les maladies infectieuses. De surcroÃ®t, les maladies liÃ©es Ã l'eau s'avÃ¨rent Ãªtre celles que l'on peut Ã©viter le plus facilement.

Le pari de la croissance urbaine et de l'accÃ¨s Ã l'eau et Ã l'assainissement

Alors que les campagnes voient le nombre de personnes ayant accÃ¨s Ã de l'eau non contaminÃ©e augmenter, les villes font le constat inverse. Les zones urbaines dans les villes du Sud concentrent des situations d'inÃ©galitÃ©, doublement pÃ©nalisantes pour les plus pauvres qui se trouvent non seulement exclus du service de l'eau mais Ã©galement contraints Ã payer ce service Ã des tarifs beaucoup plus Ã©levÃ©s pour une qualitÃ© sanitaire souvent dÃ©gradÃ©e. La plupart des villes d pays en dÃ©veloppement ne disposent pas de systÃ¨me de gestion des eaux usÃ©es, du fait d'infrastructures absentes, dÃ©ficientes ou inadaptÃ©es. Et bien souvent, le rythme d'installation de nouvelles infrastructures ne suit pas les besoins, particuliÃ¨rement dans les zones informelles de bidonvilles. Une situation d'autant plus prÃ©occupante qu'Ã l'horizon 2050, environ 6,7 milliards d'urbains, soit plus des deux tiers de la population mondiale, sont attendus dans les villes, principalement celles en dÃ©veloppement.

L'eau, un sujet de sÃ©curitÃ© collective

D'ici 2025, 4 milliards d'individus vivront dans des territoires soumis au stress hydrique, et ce plus particuliÃ¨rement dans les pays du Sud. L'accÃ¨s Ã l'eau reprÃ©sente un vÃ©ritable enjeu de dÃ©veloppement Ã©conomique dans de nombreuses rÃ©gions du monde oÃ¹ la pÃ©nurie d'eau, exacerbÃ©e par les effets du changement climatique, cristallise les tensions politiques et les conflits. 286 bassins hydrographiques et 592 aquifÃ¨res traversent les frontiÃ¨res internationales, un nombre qui suggÃ¨re par lui-mÃªme que des tensions peuvent naÃ®tre et des coopÃ©rations se mettre en place, dans un contexte qui se complexifie entre dÃ©mographie et impÃ©ratifs de sÃ©curitÃ© alimentaire. L'eau est un sujet de sÃ©curitÃ© collective. Les flux migratoires l'attestent aujourd'hui : les populations quittent leur pays Ã cause des conflits mais aussi parce que les services essentiels ne sont pas assurÃ©s. Il importe que l'eau devienne un enjeu sÃ©curitaire au niveau du Conseil de sÃ©curitÃ© des Nations unies et de l'OTAN, notamment dans la rÃ©gion des pays du sud et de l'est de la MÃ©diterranÃ©e, la rÃ©gion la plus pauvre en eau au niveau mondial.

Une volontÃ© politique internationale affirmÃ©e

DÃ©sormais, les Objectifs du dÃ©veloppement durable (ODD) s'inscrivent dans une perspective d'Ã©radication de la pauvretÃ© et accordent Ã l'eau et Ã l'assainissement toute leur place, dans le respect de l'environnement et compte tenu du dÃ©fi climatique. Universels et ambitieux, les ODD sont assortis d'indicateurs prÃ©cis et d'une approche ouverte aux partenariats, sans Ãªtre exclusive, notamment vis-Ã -vis des entreprises.

Mais revendiquer l'accÃ¨s Ã l'eau et Ã l'assainissement ne suffit plus. Il est indispensable que chaque secteur rÃ©flÃ©chisse Ã l'efficacitÃ© de la gestion de cette ressource en remettant en cause ses propres pratiques. Pour que l'eau prenne enfin la

place qu'elle mÃ©rite dans les nÃ©gociations internationales, un rapprochement entre l'ensemble des secteurs concernÃ©s s'impose, qui doit briser les silos organisationnels. â–„

Â

Â L'auteur

Patrice Fonlladosa est prÃ©sident du think tankÂ (Re)sourcesÂ

AprÃ¨s plusieurs expÃ©riences Ã l'international chez Bouygues et Matra durant une dizaine d'annÃ©es, Patrice Fonlladosa a dÃ©veloppÃ© son expÃ©rience et son expertise depuis 1994 au sein du groupe Veolia. Depuis juillet 2013, il est nommÃ© prÃ©sident de Veolia Africa et Veolia Middle East incluant les contrats de concession de l'eau, de l'Ã©nergie et de l'assainissement au Gabon, au Niger et au Maroc mais aussi en Namibie et au Ghana, et dans de nombreux pays du Moyen-Orient (Arabie saoudite, Ã‰mirats arabes unis, Sultanat d'Oman, Qatar, etc.).

Patrice Fonlladosa est Ã©galement prÃ©sident de Seureca, le pÃ´le d'ingÃ©nierie conseil de Veolia, membre du conseil d'administration du MEDEF et du comitÃ© Afrique, membre du CEPS (Centre d'Ã‰tudes et de Prospective StratÃ©gique), administrateur de la Fondation Veolia et prÃ©sident de l'AAVE (Association des actionnaires salariÃ©s de Veolia). Il a par ailleurs Ã©tÃ© administrateur de l'AFD (Agence franÃ§aise de dÃ©veloppement) de 2009 Ã 2013 et de Proparco de 2009 Ã 2014.